

MAITRE D'OUVRAGE :
Commune de TRAMAYES

Mairie
Rue Neuves
71520 TRAMAYES

Réhabilitation – Extension d'une école primaire
71520 TRAMAYES

Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P.)

LOT 00 : GENERALITES COMMUNES AUX LOTS

ARCHITECTE	Atelier d'Architecture Mireille ROULLEAU	Le Bourg 71520 DOMPIERRE LES ORMES	Tél : 03 85 50 99 02 E : mireille.roulleau@wanadoo.fr
ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION	BECA	Centre d'affaires « Les Tulipiers » 17, boulevard des Etats Unis 71000 MACON	Tél. : 03.85.39.04.40 E : secretariat@beca-economiste.fr

	ETABLI PAR	MODIFICATION	DATE	INDICE
	Willy BONFY	APD	20/02/2017	0
	C.D. & J.L.H	Descriptifs provisoires	15/05/2017	A
	C.D. & J.L.H	DCE	23/05/2017	B
				C
				D
				E
				F
				G
Phase : DCE		AFFAIRE N° 2016_34		

Sommaire

10	GENERALITES COMMUNES AUX LOTS	3
01-70-02.00	OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	3
01-70-04.00	TRAVAUX PREVUS	3
01-70-05.00	VERIFICATION DES QUANTITES DES D.P.G.F	3
01-70-10.00	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	3
01-70-11.00	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	4
01-70-12.00	RECONNAISSANCE DES LIEUX	4
01-70-13.00	DEVIS QUANTITATIF	4
01-70-14.00	ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS	5
01-70-18.00	PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION (MISSION DE BASE + EXECUTION)	5
01-70-20.00	VARIANTES	5
01-70-23.00	PERCEMENTS ET SCELLEMENTS	6
01-70-24.00	MARQUES ET MODELES DES MATERIELS	6
01-70-25.00	NETTOYAGE DU CHANTIER - PROTECTION DES OUVRAGES	6
01-70-26.00	FRACTIONNEMENT DES INTERVENTIONS	6
01-70-29.00	GESTION ET EVACUATION DES DECHETS DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS	7
01-70-30.00	SECURITE DES TRAVAILLEURS ET DU PUBLIC	7
01-70-32.00	ORGANISATION DU CHANTIER	7
01-70-33.00	COMPTE PRORATA	8
01-70-35.00	ESSAIS ET VERIFICATIONS	9
01-70-38.00	PLANS D'OUVRAGES EXECUTES	9
01-70-58.00	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	9
01-70-80.00	STRUCTURE DU PRESENT C.C.T.P	9
01-70-85.00	BUREAU DE CONTROLE ET COORDINATION S.P.S	10
01-70-90.00	CHANTIER PROPRE	10

10

GENERALITES COMMUNES AUX LOTS

01-70-02.00

OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) a pour objet la description des travaux tous corps d'état, à réaliser pour la réhabilitation – extension d'une école primaire à TRAMAYES (71520).

Ces travaux seront réalisés pour le compte de la Commune de TRAMAYES – Mairie – Rue Neuves – 71520 TRAMAYES.

01-70-04.00

TRAVAUX PREVUS

La description des ouvrages donne les détails d'exécution, mais celle-ci ne peut être limitative, et les entreprises devront l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, même ceux non explicitement décrits, mais reconnus nécessaires suivant les plans, les règles de l'art et les documents techniques.

Il découle de ce qui précède, que toutes prestations prévues aux plans et non décrites ou ne figurant pas aux plans mais décrites sont dues par l'entreprise.

Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble des fascicules constituant le présent cahier des clauses techniques particulières. Même si le présent fascicule est matériellement dissocié de l'ensemble, il n'a de valeur qu'associé à ceux des autres lots de travaux.

01-70-05.00

VERIFICATION DES QUANTITES DES D.P.G.F

Les quantités fournies par le maître d'ouvrage dans le cadre de bordereau sont indicatives. Elles devront être vérifiées par l'entreprise avant de remettre son offre.

L'entreprise reportera les quantités qu'elle souhaite modifier dans la colonne « Quantité vérifiée par l'entreprise » de ce cadre.

Si aucune modification n'est apportée, les quantités indicatives deviennent les quantités de l'entreprise, aucune réclamation ne pourra être faite ultérieurement.

L'entreprise devra obligatoirement répondre sur le cadre de bordereau fourni.

01-70-10.00

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Pour l'exécution de l'ensemble des travaux et installation, l'entrepreneur sera soumis, sauf stipulations contraires du présent C.C.T.P, aux normes, règles et prescriptions des documents suivants, en vigueur à la date de remise de l'offre, et en particulier :

- Les cahiers des charges D.T.U, fascicules de C.P.C et de C.C.T.G et règles de calcul diverses composant le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES applicables aux marchés publics de travaux, à la date de conclusion du marché, en l'occurrence ceux concernés par le décret n° 88.534 du 4 mai 1988 et la circulaire du 17 juin 1988.
- Les clauses administratives spéciales (C.C.S - D.T.U) des marchés publics de travaux de bâtiment telles qu'elles sont définies par la circulaire du 12 décembre 1983 et son annexe 1.
- Les règles de construction.
- Circulaires, décrets de recommandations ministérielles publiées au journal officiel complétant ces règles de construction.
- Les normes françaises A.F.N.O.R homologuées ou enregistrées et le cas échéant les normes de caractère similaire adoptées à l'échelon de la communauté économique européenne.
- Le règlement sanitaire départemental type mis à jour par la circulaire du 20 janvier 1983 (J.O du 25 février 1983).

- Les avis techniques du C.S.T.B et des organismes de contrôle technique de la construction.
- Les procès verbaux d'essais de laboratoire agréés comme ceux de la préfecture de police, du L.N.E, C.I.T.C.M, etc. ...
- Les agréments de l'association française des assureurs construction (A.F.A.C).
- Les cahiers des charges de pose ou de mise en œuvre et recommandations diverses édités par les fabricants ou les associations techniques professionnelles.
- La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 concernant la sécurité et la santé des travailleurs dans les opérations de bâtiment et de génie civil, et de ses décrets d'applications n° 95.543 du 4 mai 1995 - n° 94.1159 du 24 décembre 1994 et n° 95.607 du 6 mai 1995.
- La réglementation thermique en vigueur.
- ... Cette énumération n'est pas exhaustive.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de ces documents qui ne lui seront pas fournis mais qui constituent avec les pièces fournies par les concepteurs les documents contractuels du marché.

01-70-11.00

OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces du projet, ainsi que les clauses et prescriptions des documents contractuels d'ordre général et particulier auxquels il est soumis.

Le présent C.C.T.P définit dans toute la mesure du possible les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages même ceux qui ne sont pas explicitement décrits mais qui s'avèrent implicitement nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'art et conformes aux normes et règlements en vigueur.

01-70-12.00

RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé avoir une connaissance de l'état des lieux et de la construction, et notamment de l'importance des ouvrages à démolir, de ceux à conserver, des dispositions du terrain des accès des abords des possibilités de stockage des matériaux, d'approvisionnement, des lieux d'évacuations des déblais et gravois...

Il ne pourra invoquer son ignorance pour élever une quelconque réclamation après la conclusion du marché.

01-70-13.00

DEVIS QUANTITATIF

Les devis quantitatifs joints au présent dossier d'appel d'offre à la demande du maître d'ouvrage sont fournis gratuitement aux entreprises. Ce devis quantitatif cadre de bordereau de prix unitaires n'est pas une pièce contractuelle et ne peut en aucun cas engager la responsabilité du maître d'ouvrage.

Au cours de son étude et avant remise de son offre, l'entrepreneur signalera toutes erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art qu'il pourrait relever dans le quantitatif. S'il constatait une anomalie, il en intégrerait le coût dans son offre (**acte d'engagement**) en la signalant par un astérisque renvoyant à la fin de son devis estimatif afin d'attirer l'attention de la personne chargée de l'analyse des offres sur le chiffrage des conséquences de cette anomalie.

Après signature du marché, l'entreprise est censée avoir accepté, pleinement et en toute connaissance de cause, les diverses quantités prévues et s'interdira alors toutes réclamations ultérieures.

Si une anomalie ou omission non décelable était constatée après signature des marchés, la discussion porterait sur l'ensemble du quantitatif et non sur le seul poste litigieux.

Les entreprises devront obligatoirement procéder à la vérification des devis quantitatifs pendant le délai de consultation. L'entrepreneur aura la possibilité de demander à l'économiste les détails de calculs ou éléments utiles à cette vérification. Les entreprises devront signaler à l'économiste toutes anomalies

éventuelles, lesquelles après vérification seront portées à la connaissance des entreprises candidates, afin que la concurrence reste équitable.

La fourniture du devis quantitatif par le maître d'ouvrage, facilitant la tâche des entreprises candidates dans l'étude du dossier, et ne les engageant qu'à des frais modérés de vérification des avants - métrés, les prix unitaires du marché devront tenir compte des frais avancés par le maître d'ouvrage pour faciliter leur étude et permettre une meilleure comparaison de leur offre.

01-70-14.00

ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au maître d'ouvrage, toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état. De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites (devis descriptif en particulier) qui lui seront remises au moment de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les concepteurs et le maître d'ouvrage avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

Il est bien précisé que la clause de priorité prévue au cahier des clauses administratives générales entre les plans et le C.C.T.P n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- Se rendre sur place.
- Etudier et établir les détails d'exécution.
- Combler, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître au cours de leur étude et de les signaler au maître d'œuvre.

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'entrepreneur aura à sa charge de s'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications mentionnées sur les plans.

L'entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au maître d'ouvrage, toutes les améliorations qu'il estimerait utile d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du maître d'ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

01-70-18.00

PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION (MISSION DE BASE + EXECUTION)

La mission confiée aux concepteurs est une mission de BASE + EXECUTION. A ce titre les concepteurs fourniront avec le dossier de consultation des entreprises, les plans de projet et les devis descriptifs et quantitatifs du projet tels qu'ils sont définis par le cadre de normalisation de leur mission.

Les études et plans techniques de structure, d'électricité, plomberie et chauffage sont établis par les BET CHAPUIS ET CHALEAS sont fournis gratuitement aux entreprises.

Les plans de détails et de montages seront à la charge de l'entrepreneur qui en gardera l'entière responsabilité.

D'une façon générale, tous les plans techniques que l'entrepreneur pourrait être appelé à établir, seront soumis à l'approbation des concepteurs et du bureau de contrôle avant tout début d'exécution.

01-70-20.00

VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

01-70-23.00 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS

Les différents corps d'état auront à leur charge exclusivement tous les percements et les scellements nécessaires à leur entreprise. Ceux-ci devront être exécutés d'une façon soignée et les scellements effectués ciment dans ciment et plâtre dans plâtre. L'emploi du ciment prompt est à proscrire.

Toutefois, la réservation des trous et percements dans les ouvrages de béton banché et de béton armé à réaliser sera dû par l'entreprise du lot "GROS OEUVRE". Dans ce cas, le rebouchement des réservations ainsi que le scellement des ouvrages seront à la charge du corps d'état intéressé, sauf stipulation particulière du devis descriptif.

A cet effet, les entreprises des corps d'état du second œuvre remettront à l'architecte leurs plans de percements et de réservations 8 jours avant l'exécution des ouvrages de GROS OEUVRE intéressé. Ces entreprises devront la vérification de l'implantation des réservations et faire-part de leurs observations à l'architecte.

Si cette clause n'est pas respectée, c'est l'entreprise de second œuvre intéressée qui demeurera responsable des erreurs éventuelles d'implantation. Les nouveaux percements devront être exécutés par l'entreprise du lot GROS OEUVRE aux frais de l'entreprise intéressée.

01-70-24.00 MARQUES ET MODELES DES MATERIELS

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention « ou techniquement équivalent » ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatifs.

L'entrepreneur aura toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, performances, etc. ...

01-70-25.00 NETTOYAGE DU CHANTIER - PROTECTION DES OUVRAGES

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pendant l'exécution des travaux, par toutes les entreprises intervenantes.

En cas de carence d'une entreprise dans l'exécution du nettoyage lui incombant, celui-ci sera exécuté sur ordre du maître d'ouvrage par une autre entreprise aux frais du défaillant.

En principe, aucun nettoyage ne sera porté au compte prorata de chantier géré par le maçon.

Les entreprises ayant à intervenir à proximité ou sur des ouvrages déjà réalisés par leurs soins ou par d'autres corps d'état, devront assurer une protection efficace de ces ouvrages et leur nettoyage ou remise en état initial après leur intervention.

01-70-26.00 FRACTIONNEMENT DES INTERVENTIONS

Chaque entreprise et quelle que soit l'importance de son lot, interviendra sur le chantier à la diligence du maître d'ouvrage, autant de fois que nécessaire à la bonne planification des travaux de l'ensemble de la réalisation. Les prix de son offre seront réputés établis compte tenu de ces nécessités.

01-70-29.00

GESTION ET EVACUATION DES DECHETS DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

L'entrepreneur prévoira et assurera l'évacuation et/ou la valorisation (sur place ou ailleurs, sous réserve de justifications) des déchets qu'il produit sur le chantier, conformément au plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et à la réglementation en vigueur.

Les déchets du chantier, définis et quantifiés par l'entreprise, devront être chiffrés.

Le montant global de l'offre remise par l'entreprise et portée dans l'acte d'engagement comprendra donc le coût de traitement des déchets.

Evacuations des déchets :

Elles sont obligatoires pour tous déchets qui ne sont pas valorisés sur place.

L'entreprise s'engage à évacuer les déchets de chantier prioritairement vers une plate-forme d'accueil des déchets du B.T.P, prévue par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, si elle existe, ou vers un site dûment autorisé.

Pour ce deuxième cas, l'entreprise doit motiver sa proposition par rapport :

- A la nature du déchet concerné et ceux non traités sur la plate-forme d'accueil.
- A un éloignement de la plate-forme d'accueil.
- Ou à toute autre raison dûment justifiée.

Quelle que soit la proposition, il est souhaitable que les déchets soient triés sur le chantier de façon à limiter les nuisances lors de leur transport et à faciliter leur tri et leur valorisation ultérieurs.

Après acceptation, pesée et déchargement de ces déchets sur la plate-forme ou le site autorisé, il devra être délivré un bordereau de suivi.

Un exemplaire de ce bordereau devra être conservé par l'entreprise et un exemplaire par l'exploitant de la plate-forme ou du site d'évacuation autorisé.

L'entreprise devra également en transmettre un exemplaire au maître d'œuvre à l'appui d'une situation de travaux mensuelle, pour justifier l'évacuation des déchets telle que chiffrée dans le marché et permettre le paiement par le maître d'ouvrage.

Valorisation des déchets sur le chantier :

L'entreprise identifiera les déchets à valoriser sur le site (ou sur un autre site) et précisera les conditions de traitement, qui devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Pour toute question plus précise relative à la réglementation en vigueur en matière de déchets de chantier, l'entreprise pourra utilement se rapprocher des services de la D.D.A.S.S.

01-70-30.00

SECURITE DES TRAVAILLEURS ET DU PUBLIC

Toutes les mesures de sécurité collective ou individuelle des travailleurs et du public seront prises par les chefs d'entreprises qui en surveilleront la stricte application par leur personnel, sous le contrôle du coordinateur "sécurité santé" conformément à la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application n° 94.1159 du 29 décembre 1994.

Chaque entrepreneur est tenu d'exécuter le P.P.S.P.S et de l'envoyer au coordonnateur 30 jours avant le démarrage des travaux.

01-70-32.00

ORGANISATION DU CHANTIER

Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) fixe les conditions de répartition et de prise en charge :

- Des dépenses d'investissements.
- Des dépenses d'entretien nécessaires à l'organisation du chantier.

En principe ne seront donc portées au compte prorata que les dépenses de consommation, réparations ou remplacement d'ouvrages détériorés ou détournés si le responsable est incertain ou insolvable.

L'entrepreneur du lot gros œuvre fera toutes prévisions pour réaliser dès l'ouverture du chantier, un panneau à claire-voie d'au moins 4m² sur lequel seront mentionnés :

- La dénomination de l'opération.
- La référence de la déclaration préalable ou du permis de construire avec la mention du droit de recours.
- Les noms et qualités du maître d'ouvrage.
- Les noms, adresses, qualités des concepteurs.
- Les noms et sièges sociaux des entreprises.
- Les noms du coordonnateur S.P.S, bureau de contrôle et conducteur d'opération.

Les documents suivants devront se trouver permanence dans le bureau de chantier où ils devront pouvoir être consultés par tous les intéressés :

- Plans des architectes et des bureaux d'études des entreprises.
- Le P.G.C et le registre journal.
- Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et marché type.
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et devis quantitatif de chaque lot.
- Calendrier d'exécution.
- Carnet de chantier et comptes-rendus de réunions de chantier.

Les frais d'établissement du panneau de chantier et de constitution du dossier de chantier seront pris en charge par le lot gros œuvre.

01-70-33.00

COMPTE PRORATA

Les dépenses afférentes au compte prorata sont réputées rémunérées par les prix du marché conclus avec l'entrepreneur.

Elles font l'objet d'une répartition forfaitaire dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé et plus particulièrement les dépenses ci-après :

- Consommation d'eau et d'électricité.
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, ou divers ouvrages existants détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.

L'entreprise titulaire du lot gros œuvre procédera au règlement des dépenses correspondantes mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Elle effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnelles aux montants des dépenses finales des marchés de chaque lot.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

Les dépenses d'investissements et d'entretien nécessaires à l'organisation du chantier seront à la charge des entreprises suivantes :

- Clôture de chantier : lot gros œuvre.
- Raccordement en eau : lot gros œuvre.
- Installation de robinets de puisages dans le chantier : lot plomberie.
- Raccordement électrique et tableau général de protection : lot gros œuvre.
- Tableaux secondaires avec prise dans le chantier : lot électricité.
- Entretien des voies d'accès au chantier : lot gros œuvre.
- Installation des sanitaires, WC et vestiaires de chantier : lot gros œuvre.
- Bureau de chantier meublé, chauffé, éclairé et équipé d'un téléphone y compris l'entretien : lot gros œuvre.
- Panneau de chantier et dossier de chantier suivant article 01.70.32.00 : lot gros œuvre.

01-70-35.00 ESSAIS ET VERIFICATIONS

Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception les essais et vérifications figurant sur la liste de contrôle approuvée par les compagnies d'assurances (liste C.O.P.R.E.C) dans la mesure où ces essais et vérifications se rapportent aux installations concernées. Les résultats de ces essais et vérifications seront consignés dans des procès verbaux qui seront adressés en double exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle. Ce dernier adressera au maître d'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant ses avis portant sur les procès verbaux mentionnés ci- dessus.

Ces essais et vérifications porteront particulièrement sur :

Installation de chauffage et de ventilation :

- Essais de performance au cours de la saison de chauffe.
- Essais de fonctionnement des installations de ventilations.
- Mesure des niveaux sonores.

Alimentation et distribution de plomberie :

- Essais d'étanchéité des réseaux d'alimentations et évacuations.
- Essais de fonctionnement avec mesure de la pression de l'eau.
- Essais de fonctionnement des appareils de production d'eau chaude.

Electricité :

- Essais de fonctionnement de l'installation.
- Mesure de la prise de terre et de sa continuité
- Mesure de l'isolement des conducteurs.
- Mesure de la continuité de la liaison équipotentielle.

01-70-38.00 PLANS D'OUVRAGES EXECUTES

Dans les 15 jours suivant la réception des ouvrages, les entreprises fourniront en 3 exemplaires, dont 1 sur CD, les plans de recollement des ouvrages exécutés, les notices d'entretien ainsi que les cartes de garantie spécifiques à certains matériels, les P.V de réaction au feu des ouvrages exécutés.

01-70-58.00 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne seront pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de 30 JOURS, à compter de la réception, l'entrepreneur devra avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

01-70-80.00 STRUCTURE DU PRESENT C.C.T.P

- LOT 01 : TERRASSEMENTS GENERAUX – VRD – ESPACES VERTS
- LOT 02 : DESAMIANPAGE – DEMOLITION – GROS OEUVRE
- LOT 03 : CHARPENTE BOIS – BARDAGE – COUVERTURE ZINC – ZINGUERIE
- LOT 04 : ETANCHEITE
- LOT 05 : SERRURERIE
- LOT 06 : MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES BOIS
- LOT 07 : PLATRERIE – PEINTURE – PEINTURE DE FACADES
- LOT 08 : FAUX PLAFONDS DEMONTABLES
- LOT 09 : CARRELAGE – FAIENCES
- LOT 10 : REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

- LOT 11 : PLOMBERIE SANITAIRE – CHAUFFAGE – VENTILATION
- LOT 12 : ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES
- LOT 13 : ASCENSEUR
- LOT 14 : EQUIPEMENTS PHOTOVOLTAIQUES.

01-70-85.00 **BUREAU DE CONTROLE ET COORDINATION S.P.S**

Le bureau de contrôle désigné par le maître d'ouvrage est :

SOCOTEC

7, rue de la Guerlande
71880 CHATENAY LE ROYAL
Tél : 03.85.48.54.45
Mail : eric.viret@socotec.com

Le coordonnateur S.P.S désigné par le maître d'ouvrage est :

SOCOTEC

7, rue de la Guerlande
71880 CHATENAY LE ROYAL
Tél : 03.85.48.54.45
Mail : daniel.sevic@socotec.com

01-70-90.00 **CHANTIER PROPRE**

1/ Chantier à faibles nuisances :

La mise en place d'un "chantier vert" constitue le prolongement des efforts de qualité environnementale réalisés lors de l'ensemble des phases de conception de l'ouvrage. Tout en restant compatible avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, la mise en place d'un chantier vert doit permettre de :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge
- Organiser le transport, le traitement, la valorisation, le recyclage et la mise en décharge des déchets de démolition et de construction selon des objectifs écologiques et économiques.

La charte de chantier à faibles nuisances concerne tous les acteurs du bâtiment : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, architecte, entreprises générales, entreprises de second œuvre, sous-traitants, éliminateurs de déchets.

2/ Modalités de mise en place et de signature :

La « Charte de chantier à faibles nuisances » fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

La « Charte de chantier à faibles nuisances » est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.

Chaque page de la charte doit être paraphée.

Chaque entreprise s'engage ainsi à respecter et appliquer scrupuleusement tout au long de leur intervention, les prescriptions figurant dans la charte.

3/ Respect de la réglementation :

Les entreprises se conformeront aux textes réglementaires en vigueur, concernant la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier.

Il est rappelé que depuis juillet 2002 la réglementation sur les déchets n'autorise la mise en centre de stockage que pour des déchets ultimes. Les déchets produits sur chantier devront être évacués de manière sélective et traçable avec conservation des bordereaux, et en privilégiant le recyclage et la valorisation.

4/ Contrôle et suivi de la démarche :

Au démarrage du chantier, un responsable "Chantier Vert" est désigné au sein du lot «Gros Œuvre». Il devra être présent dès la préparation du chantier. Il sera le coordinateur et le garant du respect de la stricte application de chacune des clauses présente dans la charte, pendant toute la durée du chantier.

Le responsable « Chantier Vert » organisera l'accueil des entreprises et notamment :

- L'information et la sensibilisation du personnel des entreprises
- La signature de la Charte de chantier à faibles nuisances par tous les intervenants.

Il effectuera le contrôle des engagements contenus dans la Charte de chantier à faibles nuisances :

- Propreté du chantier
- Exécution correcte des procédures de livraison
- Contrôle de la qualité environnementale des matériaux et produits mis en œuvre
- Exécution correcte du tri des déchets sur chantier.

5/ Organisation du chantier :

5/1. Propreté du chantier :

- Lors de la préparation du chantier, en concertation avec la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS, seront définies et délimitées les différentes zones du chantier :

- Zone de stationnements
- Zone de cantonnements
- Aire de livraison et stockage des approvisionnements
- Aire de tri et stockage des déchets du chantier
- Des moyens seront mis à disposition par le lot Gros Œuvre pour assurer la propreté du chantier et du voisinage (bacs de rétention, équipements de déboussage des véhicules, etc.).
- Les entreprises proposeront des procédés permettant de respecter la propreté du chantier (mise en place de filet de protection sur les bennes contenant des déchets susceptibles de s'envoler, tri des déchets par les corps de métier producteurs et coup de balais en fin de journée avant de quitter le chantier...).
- Toute entreprise intervenant sur le chantier procédera après exécution de ses travaux à l'évacuation, selon le mode de tri sélectif.
- Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit.
- Un nettoyage régulier des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passage ainsi que des zones de travail, sera effectué.

5/2. Stationnement des véhicules des personnels de chantier :

- Le stationnement des véhicules du personnel devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance aux abords du chantier.
- Le stationnement des véhicules du personnel s'effectue strictement dans la zone prévue à cet effet et en aucun cas en dehors de la zone définie pour le chantier ni sur le domaine public extérieur.

5/3. Accès des véhicules de livraison :

- Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier par le responsable « Chantier Vert ». Chaque entreprise est responsable du comportement de ses fournisseurs sur le chantier, elle devra donc le tenir informé des règles et fonctionnement à respecter sous peine de se voir infliger les pénalités financières de non respect de ces règles.

6/ Gestion et collecte sélective des déchets :

La loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la valorisation des matériaux oblige à valoriser les déchets au mieux des filières disponibles localement. Le recyclage de tous les déchets est donc obligatoire. Pour y arriver, on procédera comme suit :

6/1. Limite des volumes et quantités des déchets :

Les entreprises s'organiseront pour limiter la production de déchets à la source, par exemple, par les actions suivantes :

- Choix des procédés et précisions des réservations
- Calepinage et quantification des matériaux pour limiter les découpes

- Approvisionnements régulés des matériaux et entreposage à l'écart pour limiter la casse au stockage
- Les pertes et les chutes seront réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

6/2. Tri et évacuation des déchets :

Le tri des déchets nécessite pour chaque entreprise 2 types d'interventions :

- Une intervention **individuelle** qui consiste à trier ses propres déchets sur son lieu de travail et de les transporter dans les bennes de tri sélectif, disposées sur le chantier.
- Une intervention **collective** d'évacuation et éventuellement de revente des déchets.
 - Toute entreprise intervenant sur le chantier procèdera immédiatement après exécution de ses travaux au nettoyage, tri et évacuation, des déchets de son poste de travail aux bennes de la plateforme de tri mises à disposition par le lot Gros Œuvre.
 - Le prix de la gestion du tri, en aval du travail de chaque entreprise, l'évacuation, le traitement, le produit de la vente des déchets, mais aussi les taxes (TGAP et autres taxes), le transport et la location des bennes sont à charge du compte prorata du chantier. La question du stockage, puis l'élimination est du ressort de l'entreprise gestionnaire du compte.
 - La personne ou les personnes affectées à la surveillance de mise en benne des déchets et du contrôle de tri et contrôle du nettoyage journalier sera ou seront désignées par l'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre. Les frais inhérents à l'affectation de ce personnel seront portés à la charge du lot Gros Œuvre et figureront dans son offre. En d'autres termes, les frais inhérents à l'affectation du personnel au tri des déchets ne pourront, en aucun cas, être imputés sur le compte prorata. Les personnes désignées devront avoir reçu une formation adaptée.
 - La personne ou les personnes affectées à la surveillance du tri veilleront en outre à la propreté des zones d'entreposage des déchets.
 - L'implantation des bennes et conteneurs devra figurer sur les plans remis par le lot gros œuvre au moment de la mise en place de chaque phase de chantier.
 - Les contenants disposés sur la zone de tri devront, à minima, permettre le tri suivant :
 - o **Les déchets inertes** : Tout type de gravats ne comportant ni métal (armatures), ni plâtre, ni matériau de doublage (polystyrène, laine minérale, autres) ou de finition (peinture, papiers, autres). Ce sont les terres, tuiles, briques, cailloux, bétons, laitances, carrelage ...
 - o **Les déchets valorisables** :
 - Déchets composés de métal : armatures, câbles, ossatures métalliques, éléments de serrurerie (...).
 - Bois : palette, bois de coffrage non souillé, éléments de bois poutres, planches, bastaings (...).
 - Plastiques, polyéthylène, polypropylène : emballages, conduits, menuiseries PVC (...).
 - Papiers et cartons
 - o **Les déchets non valorisables** :
 - Verre
 - Déchets Industriels Banals : plâtre, laine minérale, gravats plâtreux, moquette, polystyrène, étanchéité (...).
 - o **Les déchets Industriels spéciaux / Toxiques** : amiante, fréon, goudrons, solvants, bois de coffrage souillé (...).
 - Une signalétique sous forme de pictogramme ou affiche explicite, sera placée par le lot Gros Œuvre sur chaque benne et tenue en état jusqu'à la fin du chantier.
 - Une fois les bennes évacuées, le lot Gros Œuvre remettra une copie des bordereaux de suivi à la maîtrise d'œuvre
 - Pour chaque type de déchets, des filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale.
 - Afin d'optimiser au maximum le coût de cette démarche, la nature, le nombre et le volume de bennes pourra varier en fonction des phases d'avancement du chantier selon l'évaluation du lot Gros Œuvre.

7/ Réduction des nuisances acoustiques :

Les nuisances acoustiques devront être limitées au maximum pour ne pas nuire aux riverains. Pour atteindre cet objectif :

- Le niveau acoustique maximum du chantier n'excédera pas 80 dB(A).

- Les entreprises utiliseront les moyens suivants :
 - o Utilisation d'éléments préfabriqués (dalles, poteaux et poutres)
 - o Coffrages vissés
 - o Aiguilles de vibration non bruyantes
 - o Matériel de chantier agréé CEE (mars 1986) et FRANCE (avril 1972), capotage à prévoir dans certains cas
 - o Réservations bien positionnées évitant de percer le béton
 - o Choix et planification des périodes à activité bruyante.
- Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil (ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 115 dB[A]).

8/ Maîtrise des nuisances :

8/1. Qualité des sols :

- Tout véhicule entrant sur le chantier devra être en parfait état d'entretien. Seront en particulier interdits sur le site, tous véhicules présentant une fuite quelconque (carburant, huile moteur, etc.). Les entreprises devront s'assurer du réglage régulier de la carburation des engins de chantier et de la suppression des fuites d'huile et de carburants
- Tout véhicule sortant du chantier devra préalablement passer par l'installation de lavage et être correctement désembourbé. La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier en sortie des dispositifs de nettoyage prévus sur le site
- Il est interdit de vidanger des moteurs, transmissions ou circuits hydrauliques sur le chantier. En cas de déversement accidentel, des dispositifs de protection, d'absorption et d'évacuation devront être mis en place immédiatement. Toute activité d'entretien mécanique est proscrite sur le site
- Interdiction de rejet de tout liquide autre que l'eau dans le sol
- L'huile de décoffrage employée sera obligatoirement d'origine végétale, non nocive et biodégradable à plus de 80%. (exemples : Olaxim Bio 6 de Axim, Décoffre pur végétal de Sika, Pieri Décobio C13, Dem eco 1 et 3 de Cryso, Demoulux VG6 ou mouldol Bio 400 de Frosroc).

8/2. Qualité de l'air :

- Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit, même avec du bois
- L'usage de matériaux pulvérulents est interdit lors de vents forts
- Les découpages de polystyrène expansé, de polyuréthane et de laine minérale sur le chantier seront évités, ou bien seront pratiqués dans un local fermé et les déchets balayés rapidement pour éviter leur propagation
- Les bennes à déchets légers équipés de filets ne permettront pas l'envol des poussières et des déchets.

8/3. Qualité de l'eau :

- L'eau sera utilisée de manière contrôlée et rationnelle, le coût étant à la charge des entreprises réparti dans le compte prorata.
- Les entreprises utilisatrices d'eau pour la confection des produits ou pour leur mise en œuvre doivent mettre en place des organes nécessaires pour permettre le lavage de leurs outils avec décantation des eaux chargées avant rejet en milieu naturel (béton, plâtre, enduit ...). Après une nuit de décantation, chaque matin, l'eau claire est rejetée, et le dépôt béton sera déposé dans la benne à gravats inertes.

8/4. Limitation des poussières, salissures et boues :

- Par arrosages réguliers du sol afin d'éviter la production de poussières
- Par nettoyage des roues de camions avant la sortie du chantier
- Par l'organisation du stationnement des véhicules des entreprises et du personnel.

8/5. Prescriptions complémentaires :

- Les produits mis en œuvre sur le chantier ne devront pas être étiquetés T+ (très toxiques), T (toxiques), Xn (nocifs ou N Dangereux pour l'environnement), sauf dérogation de la maîtrise d'œuvre, sur justification de l'absence d'équivalent non dangereux
- Les produits étiquetés R20 à R29, R31 à R33, R 39, R40, R45 à R49 dans la classification de phrases de risques de la CE seront interdits sur le chantier.

9/ Sensibilisation des personnels de chantier :**Campagne et réunion d'information et de sensibilisation**

- Les entreprises doivent permettre à leurs employés de se former à la démarche de gestion environnementale d'un chantier
- Toutes nouvelles entreprises arrivant sur le chantier devront être informées des prescriptions mises en place et s'engager à les respecter
- Le responsable chantier à faibles nuisances, choisi au sein de l'entreprise prestataire du lot Gros Œuvre assurera le contrôle des engagements communs à l'ensemble des entreprises contenus dans la charte chantier à faibles nuisances. Ce rôle peut être dévolu à une personne spécifique ou au conducteur de travaux. Un adjoint à ce responsable sera également désigné pour assurer la continuité absolue de cette tâche.

10/ Manquement – Pénalités :

En cas de manquement aux obligations ci-avant énoncées, les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate à leur frais et s'exposent à l'application des pénalités ou retenues consécutives à leurs carences.

Pour mémoire :

- | | |
|--|---------------------|
| - Présence de déchets dans une benne non-appropriée | 100 € / infraction |
| - Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets | 200 € / infraction |
| - Non respect des dispositions et procédures prévues dans la charte | 100 € / infraction |
| - Non respect des obligations de nettoyage des véhicules de chantier | 100 € / infraction |
| - Non respect des plans de circulation de chantier | 100 € / infraction |
| - Matériel de chantier non conforme aux exigences de la charte | 100 € / infraction |
| - Non respect du nettoyage de chantier | 200 € / infraction. |